



Service national universel : Sarah El Haïry n'exclut pas de le rendre obligatoire



Romain DESARBRE Europe 1 Midi

Romain Desarbres, accompagné de la rédaction d'Europe 1, propose chaque midi un point complet sur l'actualité suivi de débats entre invités et auditeurs.

Gauthier Delomez, avec AFP 21h56, le 15 mars 2023, modifié à 22h00, le 15 mars 2023

"On a besoin que les jeunes se rencontrent, ils ont besoin de faire ensemble, ils ont besoin de mieux comprendre la France", argumente Sarah El Haïry dans *Europe 1 Midi*. Au micro de Romain Desarbres, la secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et du Service national universel est justement revenue sur le SNU, ce programme destiné aux 15-17 ans sur lequel elle travaille depuis plusieurs mois. Alors que, selon un récent sondage, une majorité de Français se montrent favorables à le rendre obligatoire, Sarah El Haïry n'exclut effectivement pas cette possibilité.

Les deux hypothèses du gouvernement

La secrétaire d'État entend "généraliser" ce programme, comme le souhaite le président Emmanuel Macron, en s'appuyant sur les armées et l'Éducation nationale. "Le généraliser, ça veut dire soit le rendre (obligatoire) dans le parcours scolaire pour tous les jeunes (...) ou de le faire sur le temps des vacances scolaires, le temps volontaire, et de leur permettre d'aller chercher quelque chose qu'ils ne trouvent nulle part ailleurs", explique la députée de Loire-Atlantique.

Sarah El Haïry considère également que ce SNU "n'est ni le service militaire de l'époque, ni la colonie de vacances". Toutefois, un rapport sénatorial a recommandé vendredi 10 mars de "surseoir à la généralisation" du service national universel "au regard des incertitudes" du projet, notamment en termes de coûts, "probablement supérieurs à 2 milliards d'euros".

Des coûts estimés entre 2,4 à 3,1 milliards d'euros par an

Selon ce rapport du sénateur socialiste Eric Jeansannetas, présenté mercredi à la commission des finances du Sénat, "le projet de généralisation du Service national universel" est désormais "décliné en deux scénarios", mais aucun de ces scénarios étudiés par le gouvernement "n'est pleinement satisfaisant".

Il souligne que "quel que soit le scénario retenu", la généralisation du SNU "poserait des difficultés majeures en termes d'hébergement, d'encadrement et de coût". Le rapporteur



énumère notamment la nécessité d'avoir "une véritable stratégie de recrutement du personnel" qui "n'existe pas aujourd'hui", et de créer une "filière" de l'encadrement du séjour de cohésion, "qui nécessite plusieurs années pour être construite".

Le sénateur estime par ailleurs que les coûts du SNU seraient "probablement supérieurs à 2 milliards d'euros" et pense qu'il coûtera plutôt "de 2,4 à 3,1 milliards d'euros par an", comme évoqué dans un rapport des inspections générales de 2018.

